Prêts aux petites entreprises—Loi

des projets d'avenir et pris des décisions financières en conséquence il y a une dizaine d'années de cela, se voient coincés aujourd'hui. Il suffit de songer au cas de l'assurance-vie et à tous les autres régimes d'investissement. Ils sont pris au piège par des changements rétroactifs. Le gouvernement a l'obligation morale, sinon juridique, de modifier cet aspect du budget.

Pour revenir à la Chambre du commerce, voici ce qu'elle disait dans son mémoire du 11 décembre 1981 présenté au ministre des Finances:

En plus des conséquences rétroactives qu'aura cette proposition, nous ne sommes pas d'accord avec cette décision pour des raisons de politique. Notre économie se fonde sur les investissements et la spéculation et cela est encore plus important à cette époque difficile. La décision de ne plus autoriser la déduction des intérêts favorise ceux qui ont déjà un salaire ou un revenu de placement relativement élevé et qui n'ont pas besoin d'emprunter. Par le passé, les Canadiens ont investi avec beaucoup de modération et de prudence.

Je signale qu'il ne s'agit pas du gouvernement, mais de l'attitude des Canadiens en général.

Mais les placements audacieux qui pourraient rapporter beaucoup à l'investisseur et favoriser l'expansion économique ne produisent pas ordinairement de rendement important les premières années. A cause des changements prévus, il est presque impossible de faire de tels investissements.

Je répète que cette mesure devrait être réexaminée, mieux comprise et modifiée.

Je pourrais donner quelques exemples des conséquences du budget sur diverses entreprises. Il y a notamment les sociétés d'assurance. Les Canadiens n'auront plus les moyens de payer les mêmes primes qu'auparavant. Cela veut dire que ceux qui cotisent à un régime d'assurance pour assurer leur sécurité financière seront touchés par le budget. En outre, les jeunes qui planifient leur avenir financier ne pourront pas investir plus tard dans une police d'assurance parce que le montant des primes augmentera régulièrement et qu'au bout de la neuvième année, le montant de l'impôt qu'ils devront payer sera plus élevé que le montant de la prime elle-même. Si personne n'a plus les moyens de s'assurer, les sociétés d'assurance n'auront plus d'aussi grandes réserves de capitaux. Cela enlèvera au monde des affaires une source importante de capitaux parce qu'il y aura moins de détenteurs de polices d'assurance. Il y aura moins de capitaux à réinvestir pour aider à relancer l'économie.

Une autre conséquence néfaste pour les sociétés d'assurance sera la réduction du nombre des agents d'assurance et de leurs activités. C'est une conséquence probable du budget et cela inquiète à juste titre bien des gens.

L'industrie automobile est, elle aussi, défavorisée par le budget. Les vendeurs d'automobiles du Canada ont été durement touchés par les modifications apportées au régime de déductions pour amortissement. Parce que les avantages marginaux consentis aux employés ont aussi changé: à une époque où les concessionnaires automobiles sont menacés d'extinction à cause de la concurrence étrangère et du triste état de l'économie, les sociétés ne fournissent plus de véhicules à leurs employés qui sont alors forcés d'acheter des voitures usagées.

Le nombre de concessionnaires automobiles a déjà diminué de moitié depuis deux ans, et il va continuer à diminuer. Certains des concessionnaires qui s'accrochent toujours vont disparaître, à la manière des dinosaures. Le gouvernement doit apporter des changements pour remédier à cette situation.

Le secteur agricole est, lui aussi, touché. Assurément, mes commettants s'inquiètent de cela. Les conséquences du budget pour l'agriculture sont désastreuses. Le budget devait favoriser

la Société de crédit agricole et l'obligation pour l'expansion de la petite entreprise. Après un examen attentif de ces dispositions, on s'aperçoit qu'on est en présence d'un autre tour de passe-passe du gouvernement et on constate les actions trompeuses—le terme est peut-être un peu fort mais il cerne de très près la réalité—qu'ont commises le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) et le ministre des Finances (M. MacEachen). Ils ont élaboré un programme dans le cadre duquel la contribution totale du gouvernement fédéral au secteur agricole s'élève à 5 millions de dollars. Il s'y sont pris en accordant un prêt remboursable de 45 millions à la Société de crédit agricole et une subvention de 5 millions pour financer un taux d'intérêt qui se situait déjà à 16.75 p. 100. Après un an ou deux, selon la conjoncture, le reste de ce 45 millions devra être remboursé à 17.65 p. 100. Si ni le ministre de l'Agriculture ni son secrétaire parlementaire ni aucun autre député d'en face n'a encore compris que l'agriculture n'a aucune chance de survivre avec des taux d'intérêt aussi élevés, je suppose qu'il est trop tard pour l'agriculture. Le gouvernement doit comprendre que l'agriculture ne peut pas supporter des taux d'intérêt de plus de 12 p. 100. Le malheur c'est que, dans ce budget, le gouvernement fédéral ne compte dépenser que 5 millions de dollars pour l'agriculture.

● (1740)

On a déjà beaucoup parlé des obligations pour l'expansion de la petite entreprise. Ce qu'il y a de tragique, c'est qu'elles ne s'appliquent qu'aux agriculteurs ou aux entreprises qui éprouvent de grosses difficultés. Cela ne permet pas d'accroître les immobilisations. Encore une fois, nous avons changé la règle du jeu au beau milieu de la partie. Nous avons adopté un bill il y a un an et voilà que nous changeons tout. Les taux d'intérêt sont sans doute supérieurs de 3 p. 100, sinon plus, à ceux qu'aurait dû déboursier quiconque voulait élargir ses investissements avant le 31 décembre. A compter de cette date, seules les personnes dans une situation dite désespérée obtiendront de l'aide. Là encore, les agriculteurs se retrouvent avec des taux d'intérêt de 13 p. 100 et de 14 p. 100. A long terme, cela ne leur rapporte que des avantages minimes, voire inexistantes.

Nous risquons d'en ressentir les effets sur deux ou trois plans. D'une part, il y a la question des capitaux dont j'ai déjà parlé en détail. Il sera plus difficile de lancer une petite entreprise. Ceux qui désirent fonder une entreprise en créant des emplois et en favorisant l'activité commerciale auront du mal à réaliser leur désir. Le Canadien moyen qui prépare son avenir et cherche à investir pour s'assurer une retraite confortable en subira également les conséquences. Toutes ces choses touchent directement les citoyens et méritent d'être examinées attentivement.

En plus du facteur financier et du facteur humain, il y a aussi la question des transferts de propriétés. Si nous adoptons les mesures budgétaires à l'étude, les gens risquent fort de ne plus pouvoir acheter et vendre de propriétés. Pour les députés ministériels, ce n'est peut-être qu'une question de principe, mais cela inquiète très sérieusement les gens qui veulent vendre leur propriété, qu'il s'agisse d'un commerce ou d'une exploitation agricole. Le droit à la propriété est gravement compromis.